

## **TERMES DE RÉFÉRENCE**

**L'organisation Internationale pour les Migrations OIM-MALI cherche des candidatures pour le poste d'un consultant international pour l'appuyer dans son activité de renforcement des capacités des Officiers de Policiers Judiciaires (OPJ) pour un meilleur entretien des victimes de traite afin de renforcer les cas de poursuites.**

### **DESCRIPTION DU POSTE : Consultant international**

**(Les candidatures internes de l'OIM ou du système des Nations Unies sont fortement encouragées)**

**Organisation :** Organisation Internationale pour les Migrations

**Référence Code :** CT-09-2019

**Nombre de poste :** Un (1)

**Station de base :** Bamako

**Classification :** Consultant International

**Durée du contrat :** un (1) mois

**Type du contrat :** Consultant

**Date d'embauche :** 04 Novembre 2019

### **I) Contexte et justification**

---

Fondée en 1951, l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) est la principale Organisation Intergouvernementale dans le domaine de la migration et travaille en étroite collaboration avec les partenaires gouvernementaux, intergouvernementaux et non gouvernementaux. L'OIM est dédiée à la promotion de la migration humaine et ordonnée pour le bénéfice de tous. Elle fournit des services et conseils aux gouvernements et aux migrants.

Les phénomènes de migration font partie intégrante de l'histoire de l'Afrique de l'Ouest et remontent à l'époque précoloniale. La proximité géographique ainsi que les liens socio-culturels et économiques qu'entretiennent les pays et les populations de la région ont favorisé les déplacements de longue distance. La mobilité intra-régionale s'y est déroulée en dehors de toute contrainte de frontières territoriales, celles-ci ayant été introduites au moment de la colonisation en divisant parfois les groupes ethniques répartis sur plusieurs pays. Malgré l'apparition des frontières nationales, les déplacements se sont poursuivis, surtout sous la forme d'une migration de travail. En outre, le protocole de la CEDEAO favorise une libre circulation des populations de la sous-région d'un pays à un autre en plus de la porosité des frontières à travers lesquelles des mouvements illicites s'effectuent.

Le Mali est considéré comme un pays d'origine, de transit et de destination de migration. Le Mali a adopté en 2012 une Loi relative à la lutte contre la traite des personnes et les pratiques assimilées.<sup>1</sup> Cependant, les efforts de mise en œuvre de cette loi se sont vus limités par les événements politiques ayant eu lieu au cours de la même année, lorsque des groupes extrémistes rebelles et islamistes ont envahi et occupé le nord du Mali avec des répercussions nationales.

De nombreux acteurs agissent ensemble ou en fonction de leurs mandats pour apporter une assistance et un accompagnement aux personnes victimes de traite. Un Comité national de coordination de la lutte contre la traite des personnes et les pratiques assimilées a également été créé, afin de coordonner et d'assurer le suivi des actions de lutte contre la traite des personnes. A cet effet, le Comité est chargé d'élaborer et de mettre en œuvre le plan d'action national de lutte contre la traite des personnes et les pratiques assimilées, ainsi que de contribuer à la mobilisation des ressources nécessaires à la mise en œuvre des actions de lutte contre la traite des personnes et pratiques assimilées.

Dans son souci d'apporter une assistance appropriée aux migrants en transit et particulièrement ceux en situation de vulnérabilité, l'OIM Mali a initié le projet "Sécurité, Soutien et Solutions sur la route centrale méditerranéenne" financé par le Département for International Development (DFID) du Royaume Uni et mis en œuvre dans plusieurs pays en Afrique de l'Ouest et du Centre qui sont fréquemment empruntés par les migrants en route vers la méditerranée centrale pour une durée totale de 2 ans. L'objectif est d'apporter une assistance et une protection aux migrants en transit qui sont exposés à des risques de traite des personnes, afin qu'ils soient capables de satisfaire leurs besoins fondamentaux et d'être informés des risques de la traite des personnes de la migration irrégulière plus spécifiquement dans le cas du Mali, sur les risques liés à la traite des personnes. Ce projet, visé en son axe 2, à améliorer l'accès des migrants à une protection et à des solutions durables. A cet effet, il est prévu de renforcer les capacités techniques des agents d'application de la loi sur les techniques investigatrices d'entretiens des victimes de traite axées sur la protection des victimes et ainsi renforcer les cas de poursuites judiciaires.

## **II) Objectif**

---

L'objectif de cette consultance est tout d'abord d'élaborer des modules de formations de formateurs. Ensuite, il s'agira d'organiser et faciliter une formation de formateurs autour des modules développés sur les techniques investigatrices d'entretien des victimes de traite des personnes au Mali à l'endroit d'officiers de police judiciaire, afin de renforcer les capacités du Gouvernement du pays dans la lutte contre la traite des personnes.

## **III) Le Mandat du Consultant sur la mission**

---

<sup>1</sup> Loi n° 2012-023 du 12 juillet 2012 relative à la lutte contre la traite des personnes et les pratiques assimilées. Disponible à l'adresse suivante : <http://www.ilo.org/dyn/natlex/docs/MONOGRAPH/96582/114157/F341290574/MLI-96582.pdf>.

Le Consultant sera chargé d’élaborer les modules pour la formation des formateurs et adapter une version pour les répliques ; la préparation du contenu et la facilitation de la formation des formateurs des agents d’application de la loi sur les techniques d’entretiens des victimes de traite axées sur la protection des victimes et ainsi renforcer les cas de poursuites judiciaires qui

se tiendra au Mali à Bamako. La logistique même de l’atelier sera coordonnée avec l’équipe de la mission de l’OIM au Mali.

#### **IV) Les Livrables de l’étude (Produits finaux attendus du Consultant)**

Le consultant livrera les résultats de ses travaux selon les étapes de mise en œuvre de la mission

<b>Prt.</b>	<b>Dates</b>	<b>Taches</b>	<b>Livrables</b>
<b>1</b>	Semaine 04 Novembre 2019	<b>Elaboration d’un curricula de formation de formateurs</b>	Modules de formation de formateurs sur les techniques investigatrices d’entretiens de 4 jours. (Pré-post tests, évaluation de la formation, présentations PowerPoint avec guide de facilitateur et matériel didactique)
<b>2</b>	Semaine 11 Novembre 2019	<b>Adaptation des modules de formation des formateurs pour les répliques de formations</b>	Modules des Répliques de formations sur les techniques investigatrices d’entretiens de 3 jours. (Pré-post tests, évaluation de la formation, présentations PowerPoint avec guide de facilitateur et matériel didactique)
<b>3</b>	18-21 Novembre 2019	<b>Pilot (Central) : Faciliter un atelier de formation des formateurs sur les techniques investigatrices d’entretiens de 4-5 jours à Bamako, Mali</b>	Faciliter la formation Faire remplir les évaluations et tests. Identifier les 2 deux meilleurs formateurs qui pourront répliquer les formations. Rapport final de formation.
<b>4</b>	26-28 Novembre 2019	<b>Appuyer la facilitation de la première réplique de formations par les formateurs retenues à Bamako</b>	Appuyer la facilitation par les formateurs Rapport final de formation

<b>5</b>	Semaine du 2 Décembre 2019	<b>Soumission des Rapports finaux (2) Formations des formations</b>	
----------	-------------------------------	---	--

## **V) Profil du Consultant National et Compétences Exigées**

---

- Diplôme Universitaire en Droit, Police Judiciaire, Sciences Sociales, Relations Internationales ou équivalent dans le domaine des sciences humaines ou sociales ;
- Comprendre les problèmes de migration, en particulier les droits des migrants, les mécanismes de protection des migrants, et la thématique de la traite des personnes.
- Connaissance des cadres juridiques nationaux pour lutter contre la traite des personnes au Mali.
- Expérience en formation de fonctionnaires des gouvernements dans le domaine de la traite des personnes plus spécifiquement de la police judiciaire.
- Expérience dans l'élaboration et la mise en œuvre de documents de procédures standards opérationnelles.
- Démontrer une excellente maîtrise du Français et de l'Anglais.

## **VI) Durée de la mission et période de réalisation**

---

Le consultant international sera contractualisé pour un mandat d'un mois (25 jours ouvrables), incluant les ateliers à Bamako, Mali, ainsi que le temps de préparation dudit atelier.

L'OIM paiera au formateur un tarif tout compris pour le nombre de jours travaillés, qui ne devrait pas dépasser les 25 jours ouvrables définis ci-dessus.

## **VII) Procédures de Soumission**

---

### ➤ **Composition des dossiers**

Les candidats intéressés pour cette consultation devront soumettre une proposition complète incluant :

- **Un CV détaillé**, décrivant l'expertise et l'expérience du Consultant.
- **Une lettre de motivation.**

➤ **Date et lieu de dépôt :**

→ **Sous plis fermé avec mention CT-09-2019 à l'adresse suivante :**

**IOM Mission au Mali**

**Magnambougou, Faso Kanu Badalabougou Est, BPE 288 Bamako – Mali**

→ **Ou en version électronique en mettant comme objet CT-09-2019 à :**

**E-mail : [iommalih@iom.int](mailto:iommalih@iom.int), en mettant en copie [adicko@iom.int](mailto:adicko@iom.int).**

La date limite des dépôts de candidature est fixée au 18 Octobre 2019.